

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/207358]

**23 DECEMBRE 2013. — Décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, l'article 2 est complété par les points suivants :

« 15° Accord de coopération : l'accord de coopération du 13 décembre 2013 entre l'Etat fédéral, les Communautés, les Régions et les Commissions communautaires relatif à la mise en œuvre de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire;

16° TFUE : le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

17° Stratégie Europe 2020 : les cinq objectifs définis par le Conseil européen lors de sa réunion des 24 et 25 mars 2011, visant à stimuler une croissance qui soit intelligente, en investissant de façon plus efficace dans l'éducation, la recherche et l'innovation durable, en donnant la priorité à une économie à faibles émissions de carbone et à une industrie compétitive et inclusive, en mettant clairement l'accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté;

18° IWEPS : Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique créé par le décret du 4 décembre 2003;

19° CESW : Conseil économique et social de Wallonie créé par le décret du 25 mai 1983 modifiant, en ce qui regarde le Conseil économique régional pour la Wallonie, la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

20° circonstances exceptionnelles : au sens de l'article 2, point 2, du Règlement (CE) n° 1467/97 du Conseil du 7 juillet 1997 visant à accélérer et à clarifier la mise en œuvre de la procédure concernant les déficits excessifs, modifié par le Règlement (UE) n° 1177/2011 du Conseil du 8 novembre 2011, des faits inhabituels indépendants de la volonté de la Région wallonne et ayant des effets sensibles sur la situation financière des administrations publiques, ou à des périodes de grave récession économique telles que visées dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, pour autant que l'écart temporaire de la Région wallonne ne mette pas en péril sa soutenabilité budgétaire à moyen terme;

21° écart important : écart par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme ou par rapport à la trajectoire d'ajustement appropriée en vue de la réalisation de cet objectif, considéré comme important en application de critères nationaux et/ou en application de l'article 6, point 3 du Règlement (CE) n° 1466/97 du Conseil du 7 juillet 1997 relatif au renforcement de la surveillance des positions budgétaires ainsi que de la surveillance et de la coordination des politiques économiques, modifié par le Règlement (UE) n° 1175/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011;

22° coefficient de GINI : mesure du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée, se basant sur la courbe de Lorenz. ».

**Art. 2.** Dans le même décret, il est inséré un titre XII libellé comme suit « Dispositions relatives aux objectifs budgétaires, sociaux, économiques et environnementaux ».

**Art. 3.** Dans le titre XII introduit par l'article 2, sont insérés les articles suivants :

« Art. 76. En poursuivant les objectifs et obligations budgétaires visés à l'article 2 de l'accord de coopération, le Gouvernement veille également à atteindre les objectifs et à respecter les prescrits visés aux articles 8, 9, 11, 14, 106.2 et 153 du TFUE et de l'article 2 du Protocole (n° 26) sur les Services d'intérêt général annexé à celui-ci, ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020.

Le budget s'inscrit dans une convergence vers les objectifs sociaux, économiques, environnementaux et budgétaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en prenant en compte le calendrier proposé par la Commission européenne conformément aux règles du droit de l'Union européenne applicables.

Art. 77. L'IWEPS réalise, au moins une fois l'an, une évaluation rendue publique du respect des objectifs sociaux, économiques et environnementaux et des prescrits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 76.

Les partenaires sociaux, par la voix du CESW, ont également la possibilité de formuler un avis à tout moment, à destination du Gouvernement.

Art. 78. § 1<sup>er</sup>. Le budget peut s'écarter temporairement de l'objectif budgétaire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 76 en cas de circonstances exceptionnelles, pour autant que l'écart temporaire ne mette pas en péril la soutenabilité budgétaire de la Région wallonne à long terme.

§ 2. Le Gouvernement adopte un mécanisme de correction conforme à l'accord de coopération, applicable en cas d'écart important constaté par la Section « Besoins de Financement » du Conseil supérieur des finances visée aux articles 8 et 9 de l'arrêté royal du 3 avril 2006 relatif au Conseil supérieur des finances.

En cas de mise en œuvre du mécanisme de correction prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement élabore un projet de plan de correction qui :

1° doit tendre vers l'objectif budgétaire en contribuant concomitamment à atteindre les objectifs sociaux, [économiques] et environnementaux, et à respecter les prescrits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 76;

2° s'appuie aussi bien sur un effort en recettes qu'en dépenses et peut, le cas échéant, immuniser certaines dépenses.

Le Gouvernement veille, en particulier, à préserver les missions de service public et la capacité d'investissement dans les outils qui favorisent le développement durable de la Région wallonne. Le projet de plan de correction ne porte aucune atteinte à la compétence de la Région wallonne de fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général.

§ 3. Chaque projet de plan de correction fait l'objet d'une évaluation ex ante des impacts sociaux, environnementaux et économiques par l'IWEPS et d'un avis préalable des partenaires sociaux réunis au sein du CESW, selon les modalités fixées par le Gouvernement. Cette évaluation comprend notamment une analyse de l'impact redistributif des mesures projetées, notamment sur base du coefficient de GINI, et une analyse des effets de genre desdites mesures.

§ 4. Le projet de plan de correction, l'évaluation ex ante et l'avis des partenaires sociaux sont transmis au Parlement simultanément au dépôt du projet d'ajustement du budget de l'année en cours établi conformément à l'article 10, § 4.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, le plan de correction fait l'objet d'une évaluation ex post par l'IWEPS sur les impacts évalués ex ante. Cette évaluation mentionne si les mesures prises pour atteindre l'objectif budgétaire annuel doivent être modifiées, en vue d'atteindre les objectifs et de respecter le prescrit des articles visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 76.

Le Gouvernement communique l'évaluation visée à l'alinéa 2 au CESW et au Parlement. »

**Art. 4.** Dans le même décret,

1° le Titre XII « Dispositions diverses, transitoires et finales » devient le Titre XIII;

2° les articles 76 à 82 deviennent les articles 79 à 85.

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 décembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) *Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement wallon*, 919 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 20 décembre 2013.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/207358]

#### 23. DEZEMBER 2013 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - In dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird Artikel 2 durch folgende Ziffern ergänzt:

15° Zusammenarbeitsabkommen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2013 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften, den Regionen und den Gemeinschaftskommissionen über die Anwendung von Artikel 3 § 1 des Vertrags über Stabilität, Koordinierung und Steuerung in der Wirtschafts- und Währungsunion;

16° AEUV: der Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

17° Strategie Europa 2020: die fünf EU-Kernziele, die vom Europäischen Rat bei seiner Sitzung vom 24. und 25. März 2011 bestimmt wurden, und die darauf abzielen, ein intelligentes Wachstum durch effizientere Investitionen in Bildung, Forschung und nachhaltige Innovation zu fördern, einer Wirtschaft mit geringen CO<sup>2</sup>-Emissionen und einer wettbewerbsfähigen und integrativen Industrie den Vorrang zu geben, und einen klaren Schwerpunkt auf die Schaffung von Arbeitsstellen und auf die Armutsbekämpfung zu legen;

18° "IWEPS": das durch das Dekret vom 4. Dezember geschaffene "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik);

19° "CESW": der durch das Dekret vom 25. Mai 1983 zur Abänderung, was den regionalen Wirtschaftsrat für die Wallonie betrifft, des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und der wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region geschaffene "Conseil Economique et Social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

20° "außergewöhnliche Umstände": im Sinne von Artikel 2, Ziffer 2, der Verordnung (EG) Nr. 1467/97 des Rates vom 7. Juli 1997 über die Beschleunigung und Klärung des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 1177/2011 des Rates vom 8. November 2011, außergewöhnliche Ereignisse, die sich der Kontrolle der Wallonischen Region entziehen, und die Finanzlage der öffentlichen Behörden erheblich beeinträchtigen, oder Perioden mit einem schwerwiegenden Wirtschaftsabschwung im Sinne des revidierten Stabilitäts- und Wachstumspaktes, unter der Voraussetzung, dass die vorübergehende Abweichung der Wallonischen Region die mittelfristige Tragfähigkeit ihrer öffentlichen Finanzen nicht beeinträchtigt;

21° erhebliche Abweichung: Abweichung vom mittelfristigen Haushaltsziel oder von einem angemessenen Haushaltspfad in Richtung auf dieses Ziel, die in Anwendung von nationalen Kriterien und/oder in Anwendung von Artikel 6, Ziffer 3 der Verordnung (EG) Nr. 1466/97 des Rates vom 7. Juli 1997 über den Ausbau der haushaltspolitischen Überwachung und der Überwachung und Koordinierung der Wirtschaftspolitiken, abgeändert durch die Verordnung (EU) Nr. 1175/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. November 2011, als erheblich betrachtet wird;

22° GINI-Koeffizient: ein Koeffizient, der die Ungleichheit der Einkommensverteilung in einer Gesellschaft auf der Grundlage der Lorenz-Kurve misst."

**Art. 2** - In dasselbe Dekret wird ein Titel XII mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Haushalts-, soziale, wirtschaftliche und ökologische Ziele".

**Art. 3** - In den durch Artikel 2 eingeführten Titel XII werden folgende Artikel eingefügt:

"Art. 76 - Durch die Verfolgung der in Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens genannten Haushaltsziele und -verpflichtungen sorgt die Regierung ebenfalls dafür, dass die Ziele nach den Artikeln 8, 9, 11, 14, 106.2 und 153 des AEUV und nach Artikel 2 des ihm beigefügten Protokolls (Nr. 26) über die Dienstleistungen von allgemeinem Interesse erreicht und die dort genannten Bestimmungen beachtet werden. Sie bemüht sich ebenfalls, die sozialen und ökologischen Ziele zu erreichen, die sich die Europäische Union in ihrer Strategie Europa 2020 gesetzt hat.

Der Haushaltsplan erstrebt eine Konvergenz in Richtung auf die in Absatz 1 genannten sozialen, wirtschaftlichen, ökologischen und Haushaltsziele, unter Bezugnahme des von der Europäischen Kommission in Übereinstimmung mit den anwendbaren EU-Rechtsbestimmungen vorgeschlagenen Zeitplans.

Art. 77 - Das IWEPS nimmt mindestens einmal pro Jahr eine Bewertung der Einhaltung der sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Ziele und der in Artikel 76, Abs. 1 genannten Bestimmungen vor; diese Bewertung wird veröffentlicht.

Durch die Stimme des CESW haben die sozialen Partner ebenfalls die Möglichkeit, der Regierung jederzeit ihre Stellungnahme mitzuteilen.

Art. 78 - § 1. Im Falle außergewöhnlicher Umstände kann der Haushaltsplan vom in Artikel 76, Abs. 1 genannten Haushaltsziel vorübergehend abweichen, unter der Bedingung, dass diese vorübergehende Abweichung die langfristige Tragfähigkeit des Haushaltsplans der Wallonischen Region nicht beeinträchtigt.

§ 2. Die Regierung nimmt einen mit dem Zusammenarbeitsabkommen in Einklang stehenden Korrekturmechanismus an, der im Falle einer erheblichen Abweichung angewandt wird, welche von der in den Artikeln 8 und 9 des Königlichen Erlasses vom 3. April 2006 über den Hohen Rat für Finanzen genannten Abteilung "Finanzierungsbedarf" des Hohen Rates für Finanzen festgestellt wird.

Wird der in Absatz 1 vorgesehene Korrekturmechanismus durchgeführt, so erarbeitet die Regierung einen Entwurf für einen Korrekturplan, der

1° das Haushaltsziel anstreben muss, und zugleich zum Erreichen der sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Ziele beiträgt, und die in Artikel 76, Absatz 1 genannten Bestimmungen beachten muss;

2° sich sowohl auf Bemühungen im Bereich der Einnahmen als auch im Bereich der Ausgaben stützt, und gegebenenfalls bestimmte Ausgaben ausklammern kann.

Die Regierung sorgt insbesondere dafür, dass die Aufgaben öffentlichen Dienstes und die Investitionskapazität in Instrumente, die die nachhaltige Entwicklung der Wallonischen Region unterstützen, aufrechterhalten bleiben. Der Entwurf des Korrekturplans beeinträchtigt keinesfalls die Befugnis der Wallonischen Region, nicht wirtschaftliche Dienstleistungen von allgemeinem Interesse bereitzustellen, durchführen zu lassen und zu organisieren.

§ 3. Jeder Entwurf eines Korrekturplans ist Gegenstand einer von dem IWEPS vorgenommen ex ante-Bewertung der sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Auswirkungen und eines vorherigen Gutachtens der innerhalb des CESW versammelten sozialen Partner, nach von der Regierung festgelegten Modalitäten. Diese Bewertung umfasst insbesondere eine Untersuchung der Auswirkungen der geplanten Maßnahmen auf das Umverteilungssystem, insbesondere auf der Grundlage des GINI-Koeffizienten, und eine Beurteilung der Gendereffekte dieser Maßnahmen.

§ 4. Der Entwurf des Korrekturplans, die ex ante-Bewertung und das Gutachten der Sozialpartner werden gleichzeitig mit der Hinterlegung des gemäß Artikel 10, § 4 erstellten Entwurfs zur Anpassung des Haushaltsplans des laufenden Jahrgangs dem Parlament übermittelt.

Der Korrekturplan ist Gegenstand einer ex post-Bewertung durch das IWEPS über die ex ante-bewerteten Auswirkungen, nach von der Regierung bestimmten Modalitäten. In dieser Bewertung wird angegeben, ob die Maßnahmen, die getroffen wurden, um das Jahreshaushaltsziel zu erreichen, abzuändern sind, um die Ziele zu erreichen und die Bestimmungen zu beachten, die in den in Artikel 76, Abs. 1, genannten Artikeln angegeben sind.

Die Regierung übermittelt die in Absatz 2 genannte Bewertung dem CESW und dem Parlament."

**Art. 4** - In demselben Dekret

1° wird der Titel II "Sonstige Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmungen" der neue Titel XIII;

2° werden die Artikel 76 bis 82 die neuen Artikel 79 bis 85.

**Art. 5** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2014 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Dezember 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 919 (2013-2014). Nrn 1 bis 3.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 20. Dezember 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

---

 VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/207358]

**23 DECEMBER 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering wordt artikel 2 aangevuld als volgt :

« 15° Samenwerkingsakkoord : het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschapscommissies voor de uitvoering van artikel 3, § 1, van het verdrag over de stabiliteit, de coördinatie en het bestuur in de Economische en Monetaire Unie;

16° VWEU : het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

17° strategie Europa 2020 : de vijf doelstellingen omschreven door de Europese Raad op de vergadering van 24 en 25 maart 2011 voor een slimme groei door doeltreffender te investeren in onderwijs, onderzoek en duurzame innovatie, door voorrang te verlenen aan een koolstofarme economie en een competitieve en inclusieve economie door duidelijk de nadruk te leggen op werkgelegenheid en minder armoede;

18° IWEPS : het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals Instituut voor evaluatie, prospectieve en statistiek), opgericht bij decreet van 4 december 2003;

19° CESW : de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest opgericht bij decreet van 25 mei 1983 tot wijziging, wat de Gewestelijke Economische Raad voor Wallonië betreft, van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest;

20° uitzonderlijke omstandigheden : in de zin van artikel 2, punt 2, van Verordening (EG) nr. 1467/97 van de Raad van 7 juli 1997 over de bespoediging en verduidelijking van de tenuitvoerlegging van de procedure bij buitensporige tekorten, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1177/2011 van de Raad van 8 november 2011, ongewone feiten, buiten de wil om van het Waalse Gewest, met gevoelige effecten op de financiële toestand van de overheidsbesturen, of die te maken hebben met periodes van ernstige economische neergang zoals bedoeld in het herziene stabiliteits- en groeipact, voor zover de tijdelijke afwijking van het Waalse Gewest de budgetaire houdbaarheid op middellange termijn niet in het gedrang brengt;

21° belangrijke afwijking : afwijking tegenover de begrotingsdoelstelling op middellange termijn of tegenover het gepaste aanpassingstraject voor de verwezenlijking van die doelstelling, belangrijk geacht overeenkomstig nationale criteria en/of overeenkomstig artikel 6, punt 3, van Verordening (EG) nr. 1466/97 van de Raad van 7 juli 1997 over versterking van het toezicht op begrotingssituaties en het toezicht op en de coördinatie van het economisch beleid, gewijzigd bij Verordening (EU) nr. 1175/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 16 november 2011;

22° GINI-coëfficiënt : meting van de graad van ongelijkheid in de inkomensverdeling van een bepaalde maatschappij, gebaseerd op de curve van Lorenz.".

**Art. 2.** In hetzelfde decreet wordt een titel XII ingevoegd, luidend als volgt: "Bepalingen met betrekking tot de budgetaire, maatschappelijke, economische en leefmilieudoelstellingen".

**Art. 3.** In titel XII ingevoerd bij artikel 2, worden volgende artikelen ingevoegd:

"Art. 76. Door de budgetaire doelstellingen en verplichtingen bedoeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord verder te zetten, waakt de Regering er eveneens over de doelstellingen te bereiken en de voorschriften na te leven bedoeld in de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2 en 153 van het VWEU en artikel 2 van het als bijlage daarbij gevoegde Protocol (nr. 26) over de diensten van algemeen belang, evenals de maatschappelijke en leefmilieudoelstellingen die de Europese Unie in haar Strategie Europa 2020 heeft vastgelegd.

De begroting past in een convergentie naar de maatschappelijke, economische, leefmilieu- en budgetaire doelstellingen bedoeld in lid 1, waarbij rekening wordt gehouden met het tijds kader van de Europese Commissie overeenkomstig de toepasselijke rechtsregels van de Europese Unie.

Art. 77. Het « IWEPS » verricht minstens één keer per jaar een openbaar gemaakte beoordeling van de naleving van de maatschappelijke, economische en leefmilieudoelstellingen en de voorschriften bedoeld in lid van artikel 76.

De sociale partners hebben via de CESW eveneens de mogelijkheid om te allen tijde een advies uit te brengen ten behoeve van de Regering.

Art. 78. § 1. De begroting kan tijdelijk van de begrotingsdoelstelling bedoeld in lid 1 van artikel 76 afwijken bij uitzonderlijke omstandigheden voor zover de tijdelijke afwijking de budgetaire houdbaarheid van het Waalse Gewest op lange termijn niet in het gedrang brengt.

§ 2. De Regering neemt een correctiemechanisme aan overeenkomstig het samenwerkingsakkoord dat van toepassing is bij belangrijke afwijking vastgesteld door de Afdeling "Financieringsbehoeften" van de Hoge Raad van Financiën bedoeld in de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit van 3 april 2006 betreffende de Hoge Raad van Financiën.

Bij uitvoering van het correctiemechanisme bedoeld in lid 1, werkt de Regering een ontwerp-correctieplan uit dat:

1° moet streven naar de begrotingsdoelstelling door tegelijk bij te dragen tot het verwezenlijken van de maatschappelijke, [economische] en leefmilieudoelstellingen en de voorschriften bedoeld in lid 1 van artikel 76 na te leven;

2° zowel op een inspanning aan inkomstzijde als aan uitgavenzijde steunt en in voorkomend geval sommige uitgaven kan vrijwaren.

De Regering waakt er in het bijzonder over de opdrachten van openbare dienst en de capaciteit om in de instrumenten ten voordele van de duurzame ontwikkeling van het Waalse Gewest te investeren, te vrijwaren. Het ontwerp-correctieplan doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van het Waalse Gewest om niet-economische diensten van algemeen belang te verstrekken, te laten uitvoeren en te organiseren.

§ 3. Elk ontwerp-correctieplan wordt door het "TWEPS" ex ante beoordeeld op de maatschappelijke, leefmilieu- en economische effecten en wordt voorafgaandelijk van een advies van de sociale partners, verenigd in de CESW, voorzien, volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering. Die beoordeling omvat met name een analyse van de redistributieve impact van de ontworpen maatregelen op basis met name van het GINI-coëfficiënt, en een analyse van de gendereffecten van bedoelde maatregelen.

§ 4. Het ontwerp-correctieplan, de beoordeling ex ante en het advies van de sociale partners worden tegelijk met de indiening van de aanpassing van de begroting van het lopende jaar, vastgesteld overeenkomstig artikel 10, § 4, overgemaakt aan het Parlement.

Volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering wordt het correctieplan ex post door het "TWEPS" beoordeeld over de ex ante beoordeelde effecten. Die beoordeling geeft aan of de maatregelen getroffen om de jaarlijkse begrotingsdoelstelling te halen, gewijzigd dienen te worden om de doelstellingen te bereiken en het voorgeschrevene van de artikelen bedoeld in lid 1 van artikel 76 na te leven.

De Regering deelt de beoordeling bedoeld lid 2 aan het CESW en aan het Parlement mee."

**Art. 4.** In hetzelfde decreet

1° wordt titel XII « Verscheidene, overgangs- en slotbepalingen » Titel XIII;

2° worden de artikelen 76 tot 82 de artikelen 79 tot 85.

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 december 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2012-2013.

Stukken van het Waals Parlement, 919 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 20 december 2013.

Bespreking.

Stemming.